



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

**TRAVAUX DE DESAMIANTEMENT ET DEPLOMBAGE PUIS DE CURAGE
DE TROIS BATIMENTS DANS LE CADRE DE LA CREATION DU
CENTRE INTERNATIONAL DE SEMINAIRE MICHEL PACHA
A LA SEYNE-SUR-MER**

MAÎTRE OUVRAGE :

Var Aménagement Développement
au nom et pour le compte de l'UNIVERSITE CLAUDE BERNARD LYON 1
Tour l'Albatros
109 Avenue d'Entrecasteaux
BP 1406
83056 TOULON CEDEX

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat.....	4
1.3 – Réalisation de prestations similaires	4
2 - Pièces contractuelles	4
3 - Intervenants.....	4
3.1 – Désignation de l'acheteur	4
3.2 - Maîtrise d'œuvre	4
3.3 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier	5
3.4 - Contrôle technique.....	5
3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs	5
4 - Confidentialité et mesures de sécurité	5
5 - Durée et délais d'exécution	5
5.1 – Durée du marché	5
5.2 - Délai d'exécution des prestations.....	5
5.3 – Période de préparation	5
6 - Prix.....	6
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	6
6.2 - Modalités de variation des prix.....	6
7 - Garanties Financières.....	6
8 - Avance	7
8.1 - Conditions de versement et de remboursement	7
8.2 - Garanties financières de l'avance.....	7
9 - Modalités de règlement des comptes	8
9.1 - Décomptes et acomptes mensuels	8
9.2 - Présentation des demandes de paiement	8
9.3 - Délai global de paiement	9
9.4 – Paiement des membres du groupement d'opérateurs économiques et des sous-traitants	9
10 - Conditions d'exécution des prestations	9
10.1 – Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits.....	9
10.2 - Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.....	9
10.3 - Implantation des ouvrages	9
Aucune stipulation particulière.	9
10.4 - Préparation et coordination des travaux	10
10.4.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	10
10.4.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier	10
10.4.3 - Plan d'assurance qualité	11
10.5 - Etudes d'exécution	11
10.6 - Installation et organisation du chantier.....	11
10.6.1 - Installation de chantier.....	11
10.6.2 – Signalisation des chantiers	12
10.7 – Ordres de services	12
10.8 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier	12
10.8.1 - Gestion des déchets de chantier	12
10.8.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	12
10.8.3 - Documents à fournir après exécution	13
10.9 - Réception des travaux.....	13
10.9.1– Documents à produire par le titulaire.....	13
10.9.2– Réserves prononcées à la réception	13
11 - Garantie des prestations	13

12 - Pénalités.....	13
12.1 - Pénalités de retard.....	13
13 - Résiliation du contrat.....	14
13.1 - Conditions de résiliation.....	14
13.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	14
14 - Assurances	15
16 – Propriété intellectuelle	15
17 - Règlement des litiges et langues.....	15
18 – Dérogations	16

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent les travaux de désamiantage et déplombage puis de curage de trois bâtiments, dans le cadre de la création du Centre International de Séminaire MICHEL PACHA à LA SEYNE-SUR-MER.

Lieu d'exécution : 298 rue du Professeur Raphaël Dubois - 83500 La Seyne-sur-Mer

1.2 - Décomposition du contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire, sans lot ni tranche.

1.3 – Réalisation de prestations similaires

Le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier au titulaire du marché, en application des articles L2122-1 et R2122-7 du Code de la commande publique un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Les décompositions du prix globale et forfaitaire (DPGF) **hors quantités**
- Le planning prévisionnel des travaux
- Les plans de l'existant
- Les diagnostics Amiante et Plomb avant travaux
- Le diagnostic structurel
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
- Le mémoire technique du titulaire

3 - Intervenants

3.1 – Désignation de l'acheteur

**VAR AMENAGEMENT DEVELOPPEMENT au nom et pour le compte de l'UNIVERSITE
CLAUDE BERNARD LYON 1**

109 avenue d'Entrecasteaux
BP 1406
83056 TOULON CEDEX

toulon@vad83.eu

Tél : 04.94.03.95.78

3.2 - Maîtrise d'œuvre

La mission de maîtrise d'œuvre a été attribuée à :

Groupement K-ARCHITECTURES / NEUFVILLE-GAYET ARCHITECTES / EVP Ingénierie /
CHOULET / R2M / ALTIA ACOUSTIQUE / ATELIER LJN dont K-ARCHITECTURES est le mandataire.

K-ARCHITECTURES

9 rue de la Pierre Levée
75011 PARIS

3.3 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission OPC est confiée à la maîtrise d'œuvre.

3.4 - Contrôle technique

Le Maître d'ouvrage a attribué la mission de contrôle technique de l'opération à :

BUREAU ALPES CONTROLES

67 rue d'Ollioules

83140 SIX-FOUR-LES-PLAGES

3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Le Maître d'ouvrage a attribué la mission de coordination sécurité et protection de la santé de l'opération à :

AASCO - AS COURTHEZON

62 rue Césaria Evora

84350 COURTHEZON

L'opération relève de la catégorie 1, conformément aux articles L. 4531-1 et suivants, et R. 4531-1 et suivants du Code du travail.

Le CSPS doit avoir libre accès au chantier. Il fait autorité sur le chantier en la matière SPS.

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Travaux.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 – Durée du marché

Le marché prend effet à compter de sa notification et jusqu'à la fin des prestations objet du présent marché.

La date prévisionnelle de démarrage des prestations est le 3 février 2025.

5.2 - Délai d'exécution des prestations

Le délai prévu pour l'exécution des travaux de curage, désamiantage et déplombage des trois bâtiments est de 4 mois à compter de la notification de la période de préparation.

5.3 – Période de préparation

Conformément à l'article 18.1.1 du CCAG-Travaux, le délai d'exécution comprend la période de préparation des travaux, période qui commence à compter de la date fixée par ordre de service, pour une durée maximale de 5 semaines (par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Travaux). Délai inclus

dans le délai global de réalisation des travaux et comprenant le délai d'instruction du plan de retrait des matériaux amiantés.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global forfaitaire, selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix tiennent notamment comptent des dépenses liées au respect des mesures sanitaires concernant la sécurité et la protection de la santé y compris celles liées à la crise du COVID-19, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Par dérogation à l'article 9 du CCAG travaux, le titulaire renonce expressément au bénéfice de la théorie de l'imprévision (circulaire interministérielle du 20 novembre 1974) comme aux dispositions de l'article 1195 du Code civil, au soutien de toute demande de modification du prix du marché et d'indemnités.

6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix sont fermes et actualisables.

En application de l'article R. 2112-10 du Code de la Commande Publique, les prix seront actualisés si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le soumissionnaire a fixé son prix dans l'offre et la date du début d'exécution des travaux.

Les prix seront réputés établis sur la base des conditions économiques du 1er jour du mois de calendrier qui précède celui de la date limite de remise des offres ; ce mois " mois zéro " est le mois de novembre 2024.

Les prix sont actualisés mensuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$P = P_0 \times [I(n-3)/I_0]$$

P = **prix** actualisé HT

P₀ = **prix** initial HT

I(n-3) = valeur disponible de l'index concerné à la date de commencement des travaux moins 3 mois.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index INSEE BT50 Index du Bâtiment – Rénovation entretien tous corps d'état - Base 2010 ».

Lorsqu'une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune révision avant la variation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte du marché suivant la parution de l'index correspondant.

En cas de modification ou de suppression officielle de tout ou partie de l'index précédent, le/les nouveaux index de substitution sont pris en compte.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur

7 - Garanties Financières

Une retenue de garantie de 5,00 % du montant initial du marché sur les prestations de curage (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du Titulaire par une garantie à première demande, constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le Titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché. Il ne sera par contre pas accepté de caution personnelle et solidaire.

La demande devra être libellée à l'adresse du siège social de Var Aménagement Développement :

Var Aménagement Développement au nom et pour le compte de l'UNIVERSITE CLAUDE BERNARD LYON 1

Tour l'Albatros - 109 avenue d'Entrecasteaux
BP 1406
83056 Toulon cedex

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

8 - Avance

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Le versement d'une avance se fera conformément à l'article R2191-3 et suivants du Code de la Commande Publique.

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du Marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant initial. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,0 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

Le document devra être libellé à l'adresse du siège social de Var Aménagement Développement :

Var Aménagement Développement au nom et pour le compte de l'UNIVERSITE CLAUDE BERNARD LYON 1

Tour l'Albatros - 109 avenue d'Entrecasteaux
BP 1406
83056 Toulon cedex

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des situations de travaux mensuelles seront effectués exclusivement de façon dématérialisée.

Les factures électroniques, accompagnées des demandes d'acomptes VAD, devront être déposées sur le portail de facturation Chorus Pro ;

Numéro de SIRET de VAD : 329 152 763 00028.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Les factures devront être libellées à :

VAD au nom et pour le compte de l'UNIVERSITE CLAUDE BERNARD LYON 1

Tour l'Albatros - 109 avenue d'Entrecasteaux

BP 1406

83056 Toulon cedex

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Dispositions applicables en matière de facturation électronique :

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 – Paiement des membres du groupement d'opérateurs économiques et des sous-traitants

Le Titulaire qui entend recourir à un ou plusieurs sous-traitants en cours d'exécution du marché doit faire accepter chaque sous-traitant et agréer les conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance par le Maître de l'ouvrage.

- Modalités de paiement des sous-traitants :
 - ♦ Le sous-traitant adresse sa demande de paiement, libellée au nom du Maître d'ouvrage au Titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du Titulaire contre récépissé. Cette demande est libellée hors taxe et porte la mention « Auto liquidation » pour les travaux de construction effectués en relation avec un bien immobilier.
- Modalités de paiement direct des membres du groupement :
 - ♦ En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;
 - ♦ En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives au règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques s'appliquent selon l'article 12.5 du C.C.A.G.-Travaux.

10 - Conditions d'exécution des prestations

10.1 – Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits

Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le CCTP.

10.2 - Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Sans objet.

10.3 - Implantation des ouvrages

Aucune stipulation particulière.

10.4 - Préparation et coordination des travaux

10.4.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation, compris dans le délai d'exécution du marché, d'une durée de 5 semaines, par dérogation à l'article 28.1 du CCAG travaux.

Cette période débute à compter de la date fixée par ordre de service.

Le Titulaire devra présenter son plan de retrait des matériaux amiantés à la maîtrise d'œuvre et au Coordonnateur SPS avant envoi aux autorités instructrices dans un délai maximal d'une semaine après notification du démarrage des prestations.

Un programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations du chantier et des ouvrages provisoires prévues à l'article 28.2 du C.C.A.G.-Travaux est établi et présenté au visa du Maître d'œuvre, par les soins du Titulaire.

10.4.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

➤ Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au Titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de « Coordonnateur S.P.S ».

➤ Autorité du Coordonnateur S.P.S

Le Coordonnateur S.P.S. doit informer le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), le Coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

➤ Moyens donnés au Coordonnateur S.P.S

Le Coordonnateur S.P.S. a libre accès au chantier.

Le Titulaire communique directement au Coordonnateur S.P.S. dans les 10 jours qui suivent le début de la période de préparation :

- Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S) ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le Coordonnateur ;
- La copie des déclarations d'accident du travail ;

Le Titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le Coordonnateur S.P.S. et les intervenants, définies dans le document visé au présent C.C.A.P.

Le Titulaire informe le Coordonnateur S.P.S. :

- De toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ;
- De ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement ;

Le Titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le Coordonnateur S.P.S. Tout différend entre le Titulaire et le Coordonnateur S.P.S. est soumis au Maître de l'ouvrage.

A la demande du Coordonnateur S.P.S. le Titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

➤ Obligations du titulaire vis-à-vis de ses sous-traitants

Le Titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993, et les stipulations du présent marché relatives à la coordination S.P.S.

➤ Locaux pour le personnel

Le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le Titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 100,00 euros, après mise en demeure préalable, en cas de non-respect des délais fixés par l'article 10.3 du présent document.

Le Titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

10.4.3 - Plan d'assurance qualité

Il n'est pas prévu de plan d'assurance qualité.

10.5 - Etudes d'exécution

Conformément à l'article 29 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées nécessaires pour le début des travaux, sont établis par le Titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, **au visa du Maître d'œuvre avant tout début d'exécution.**

Ce dernier doit les renvoyer au Titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

La fourniture de tous ces documents est effectuée dans les conditions de l'article 29.1.4 du C.C.A.G.-Travaux.

10.6 - Installation et organisation du chantier

10.6.1 - Installation de chantier

Conformément à l'article 31.1.1 du CCAG-Travaux, le ou les titulaires du présent marché de travaux supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien des installations de chantier.

10.6.2 – Signalisation des chantiers

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, lorsque les travaux intéressent la voie publique, la signalisation à l'usage du public doit être conforme aux instructions réglementaires en la matière. Elle est réalisée, sous le contrôle des services compétents, par le ou les titulaires du présent marché.

10.7 – Ordres de services

Le Maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination du(des) titulaire(s) du présent marché, à l'exception des ordres de services suivants, qui seront notifiés par le Maître d'ouvrage :

- Notification de la date de commencement des travaux
- Notification de prix nouveaux aux entrepreneurs pour des ouvrages ou travaux non prévus
- Notification de tous avenants aux entrepreneurs modifiant les conditions du marché (modification des délais, ouvrages ou travaux non prévus et conséquences financières éventuelles)
- Notification des réceptions de travaux
- Notification des DGD.

Conformément à l'article 3.8.2 du CCAG-Travaux, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des observations de sa part, il doit les notifier au Maître d'œuvre et au Maître d'ouvrage, dans un délai de 15 jours, à compter de la réception de l'ordre de service, sous peine de forclusion.

Le titulaire a obligation d'exécuter tous les ordres de service, même ceux pour lesquels il a formulé des observations.

Ce n'est que dans le cas où lesdites observations, dûment motivées, visent à informer des risques d'un ordre de service en termes de sécurité ou de santé, que le délai d'exécution dudit ordre de service est suspendu dans l'attente de la réponse du Maître d'ouvrage.

Conformément à l'article 3.8.6 du CCAG-Travaux, les ordres de service prescrivant des prestations supplémentaires ou modificatives, qui ont une incidence financière sur le marché donne lieu à une juste rémunération. Le titulaire doit donner tous les éléments nécessaires, par écrit, au Maître d'œuvre, pour que ce dernier puisse déterminer la rémunération idoine.

10.8 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

10.8.1 - Gestion des déchets de chantier

Conformément à l'article 36 du C.C.A.G.-Travaux, la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du Maître de l'ouvrage en tant que « producteur » de déchets et du Titulaire en tant que « détenteur » de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le Titulaire reste « producteur » de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

Le Titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation des déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

10.8.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Conformément aux dispositions de l'article 37 du CCAG-Travaux, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, le titulaire procède au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition par le Maître de l'ouvrage pour l'exécution des travaux.

Par dérogation à l'article 37-2 du CCAG-Travaux, à défaut d'exécution de tout ou partie de ces prescriptions, après ordre de service resté sans effet et mise en demeure par le représentant du Maître d'ouvrage, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés peuvent, à l'expiration d'un délai de 15 jours après la mise en demeure, être transportés d'office, suivant leur nature, soit en dépôt, soit dans des sites susceptibles de les recevoir en fonction de leur classe, aux frais et risques du titulaire, ou être vendus aux enchères publiques

10.8.3 - Documents à fournir après exécution

Le Titulaire devra remettre au Maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du C.C.A.G. Les délais et modalités de remise des documents applicables sont ceux prévus par ce même article.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés sera remis au Coordonnateur S.P.S. pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (D.I.U.O.).

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par le ou les titulaires, conformément à l'article 40 du C.C.A.G.-Travaux, une retenue égale à 100,00 euros sera opérée, dans les conditions stipulées à l'article 20.5 du C.C.A.G.-Travaux, sur les sommes dues au(x) titulaire(s).

10.9 - Réception des travaux

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux ; elle prend effet à la date de cet achèvement.

10.9.1– Documents à produire par le titulaire

Chaque titulaire avise le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés : le Maître d'œuvre aura à charge de provoquer les opérations de réception lorsque l'ensemble des travaux sera achevé. Postérieurement à cette action la procédure de réception se déroule comme il est stipulé à l'article 41 du C.C.A.G.-Travaux.

10.9.2– Réserves prononcées à la réception

Par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG-Travaux, si le Maître d'ouvrage décide de prononcer la réception avec ou sous réserves, conformément aux articles 41.5 et 41.6 du CCAG-Travaux, et que ces réserves sont telles qu'elles empêchent le fonctionnement normal de l'équipement, le titulaire ne peut présenter son projet de décompte final.

11 - Garantie des prestations

Le délai de garantie est conforme à l'article 44.1 du C.C.A.G.-Travaux.

12 - Pénalités

12.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard. Conformément à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux, lorsque le Maître d'ouvrage envisage d'appliquer les pénalités de retard ci-dessous, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai qui de 15 jours. A défaut de réponse du titulaire ou en fonction des observations apportées par le titulaire. le Maître d'ouvrage applique les pénalités de retard.

➤ Pénalités en cas de retard dans l'exécution des travaux

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 300 euros, par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG Travaux.

➤ **Pénalités en cas de retard dans la remise des documents à fournir après exécution**

En cas de retard dans la remise des documents à fournir (article 10.9.1 du présent CCAP), une retenue égale à 500 euros sera opérée, dans les conditions stipulées à l'article 19.3 du C.C.A.G.-Travaux, sur les sommes dues au(x) titulaire(s).

➤ **Pénalité pour travail dissimulé**

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

➤ **Pénalité pour absence aux réunions de chantier**

En cas d'absence aux réunions de chantier, les entreprises dont la présence est requise se verront appliquer une pénalité forfaitaire fixée à 200,00 euros par absence.

13 - Résiliation du contrat

13.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 54 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le Maître d'ouvrage, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L.2142-1, R.2142-3, R. 2142-4 et R. 2143-3 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du Titulaire.

13.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au Maître d'ouvrage par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le Maître d'ouvrage adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

14 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et membre du groupement inclus) doit justifier, dans un délai de 7 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. Cette attestation doit être conforme aux dispositions de l'arrêté du 5 janvier 2016 fixant un modèle d'attestation d'assurance comprenant des mentions minimales prévu par l'article L. 243-2 du Code des assurances, disponible à l'adresse : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000031824672>.

Le titulaire doit donc contracter :

- ✓ Une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- ✓ Une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.
- ✓ Une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

15 - Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat.

Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 - « le règlement européen sur la protection des données ».

16 – Propriété intellectuelle

Conformément aux articles 45 à 48 du CCAG – travaux, il est stipulé :

- Concernant le régime des connaissances antérieures

Le Maître d'ouvrage et le titulaire restent titulaires de leurs droits propres.

En cas d'incorporation des connaissances antérieures dans les résultats, le titulaire autorise le Maître d'ouvrage à les utiliser pour les mêmes droits que ceux applicables aux résultats.

- Concernant les droits de propriété intellectuelle du Maître d'ouvrage

Lorsqu'il s'agit des résultats protégés par un droit de propriété littéraire et artistiques, il s'applique un régime de cession non exclusive du titulaire (le titulaire peut ainsi exploiter les résultats pour ses propres besoins) au Maître d'ouvrage des droits de propriété intellectuelle sur les résultats pour le monde entier et pour la durée légale des droits.

En cas de résultats protégés par un droit de propriété industrielle relatif à des inventions techniques, il est fait application du régime de licence d'utilisation non exclusive du titulaire au Maître d'ouvrage des droits de propriété intellectuelle. Le prix forfaitaire des cessions / licences est compris dans le montant du marché.

17 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Toulon est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

18 – Dérogations

- L'article 2 déroge à l'article 4.1 du CCAG-Travaux
- L'article 5.3 déroge à l'article 28.1 du CCAG-Travaux
- L'article 6.1 déroge à l'article 9 du CCAG-Travaux
- L'article 10.4.1 déroge à l'article 28.1 du CCAG-Travaux
- L'article 10.8.2 déroge à l'article 37.2 du CCAG-Travaux
- L'article 10.9.2 déroge à l'article 12.4.2 du CCAG-Travaux
- L'article 12.1 déroge à l'article 19.2.1, 19.2.3 du CCAG-Travaux
